

Projet de réforme des retraites : la plus grande arnaque sociale du 21^e siècle !



→ NON, le système des retraites n'est pas en danger !

cette réforme n'a d'ailleurs pas pour but principal d'équilibrer son financement.

→ OUI, le projet non avoué du gouvernement est de faire des économies pour équilibrer son budget global !

ce n'est plus travailler + pour gagner + , mais travailler + pour produire + !

→ OUI, ils veulent financer les baisses d'impôts sur la productivité, c'est à dire les « cadeaux » accordés au patronat et aux plus riches !

c'est une réforme à court terme, qui pèse à 100 % sur les seuls salariés et qui, de plus, fait reposer le plus gros de l'effort sur les 3 millions de futurs retraités d'ici 2027.

→ OUI, le niveau des pensions va baisser !

puisqu'il faudra travailler plus longtemps pour garder le niveau de pension actuel. Ainsi les salariés précaires, ceux aux carrières longues, ceux au métier éprouvant physiquement (RPS) et la majorité des femmes seront les plus perdants financièrement.

→ Oui, les générations suivantes (nées après 1970) ne seront pas épargnées, elles auront à supporter une autre réforme sous-jacente dans la foulée !

pour l'UNSA, il s'agit du défi social majeur de ce début de siècle : soit le retour des droits des salariés (éteints depuis 2008) ou leur asservissement total au profit d'une poignée de nantis, les plus riches, qui ne veulent plus partager les richesses produites par tout un pays.

Pour comprendre ce défi, et le discours volontairement alarmiste du gouvernement pour nous faire culpabiliser, vous pouvez visionner la conférence organisée début décembre par l'UNSA en présence Mickaël Zemmour, Maître de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

→ visionner ici : [**conférence-retraite-UNSA/12-2022**](#)

Depuis son arrivée au pouvoir, Macron n'a pas demandé un centime d'euro au patronat. En revanche, il lui a fait des cadeaux ! En corollaire, tous les efforts ont été demandés à la protection sociale et aux contribuables ! **A court d'argument valable pour défendre cette réforme, il ne lui reste que la tromperie et la dramaturgie pour forcer les travailleurs à accepter de creuser leur propre tombe !**

Dès lors, Il établit des scénarios catastrophes et, là encore, il n'envisage pas de mettre à contribution le Capital pour équilibrer le budget : **100 % de l'effort s'appliquera aux salariés.** C'est pour cela qu'à l'UNSA les choses sont claires : pas un an, pas un mois, pas un jour de plus !



**MA RETRAITE
NE FINANCERA PAS
SES PROFITS !**



UNSA Douanes : le syndicat 100% douaniers !



Projet de réforme des retraites : la plus grande arnaque sociale du 21^e siècle !

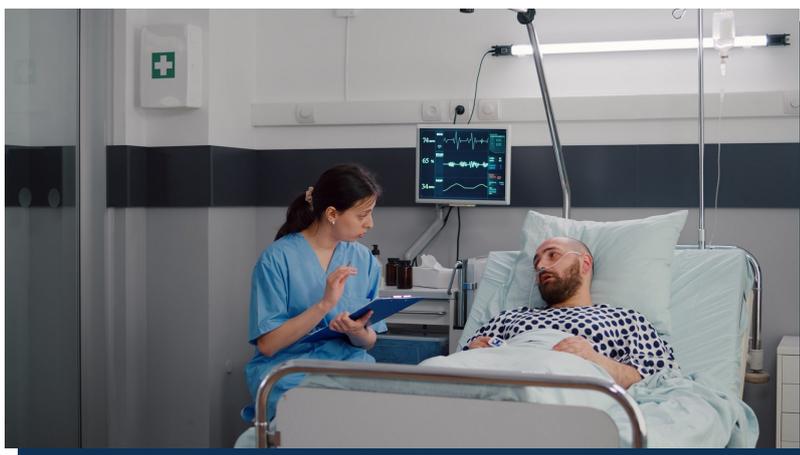


Dans sa genèse, le projet de réforme des retraites reconnaît deux objectifs clairement identifiés, mais qui n'ont pas de lien direct avec la retraite à proprement dit. Le premier objectif, c'est travailler plus pour produire plus et le second, c'est augmenter le PIB et à travers cela, la croissance du pays.

En corollaire, en augmentant le nombre de travailleurs potentiels, le gouvernement veut éviter une pression sur les salaires et ainsi préserver les marges profitables des employeurs (principe de l'offre et la demande).

Nous sommes donc très loin d'un objectif qui vise uniquement à équilibrer le financement du régime des retraites, qui plus est excédentaire actuellement (les recettes pour les retraites augmentent depuis 2012, sauf en 2020 année du Covid).

Dans sa quête de réduction des coûts pour alléger la fiscalité sur les (gros) employeurs, l'exécutif n'a plus beaucoup de marge. La réduction de la dépense publique a atteint ses limites. Ainsi, le gouvernement s'attaque au second poste du budget de l'État : les retraites.



En 2020, l'espérance de vie en bonne santé est de 65 ans. (insee)

À 62 ans, un quart des français les plus pauvres sont déjà morts !

À 65 ans, c'est un tiers des français les plus pauvres qui sont morts !

Contre cette réforme : journée de mobilisation nationale le jeudi 19 janvier 2023

Pour nous faire avaler la pilule, le gouvernement brandit le péril de notre système, qui serait en danger alors que ce n'est pas le cas. Il n'y a pas de certitude sur un déficit structurel à venir. Il sera plus probablement conjoncturel, mais pour cela, n'oublions pas qu'il existe aussi des fonds de réserve doté d'environ 200Md€.

Dès lors, s'il doit y avoir un déficit d'ici 10 ans, il serait provisoire et de l'ordre de 10 Md€ d'euros/an environ (soit 3%). En 2020, l'état a su lever sans difficulté entre 100 et 130 Md€ pour faire face à la crise du COVID. Le rapport est donc de 1 pour 10. Pourtant ils nous vendent que ce serait la fin du monde ! De plus, ce pessimisme orchestré oublie volontairement les capacités de l'économie à vivre une embellie durant plusieurs décennies...

En termes de financement face à un déficit confirmé, et outre le taux d'emploi global, il y a plusieurs

leviers possibles pour équilibrer le système de retraite : la durée de cotisation, l'âge de départ à la retraite et le financement par le biais des cotisations. Le gouvernement a volontairement écarté ce dernier. Or, si on se base sur sa projection pessimiste d'un déficit de 10 Md€, pour le combler, l'augmentation des cotisations représenterait 11€ nets par mois pour un salarié au SMIC. Si on prend le salaire médian (environ 3000€), l'effort passe à 21,00€ net par mois. La contrepartie ? Ne pas toucher à l'âge de départ en retraite à 62 ans et la durée de cotisation fixée à 43 annuités (en 2035).

En outre, ces chiffres illustrent un financement où l'effort est, là encore, supporté à 100% par le salarié. Il existe pourtant bien une répartition possible entre l'employé salarié et l'employeur (40/60), qu'il faudrait négocier ou conquérir selon l'état d'esprit de notre interlocuteur.

